



## Budget 2024 : une hausse en trompe l'oeil

Avec 6,5 % d'augmentation, le ministère de l'Éducation Nationale se targue de porter un budget « historique » pour 2024. Absorbée par la revalorisation et l'inflation, cette hausse n'apporte en réalité aucune perspective pour le service public d'éducation.

Concernant les rémunérations, le ministère annonce à grand renfort de communication 1,9 milliards d'euros pour la revalorisation "socle" et 900 millions pour le pacte enseignant, pourtant largement rejeté par la profession. Il proclame également 1,2 milliards pour les mesures salariales 2023 (dégel du point d'indice en juillet 2023, revalorisation de 5 points des grilles d'avancement, frais de déplacement...) et revalorisation d'autres personnels notamment les AESH.

Ce n'est pourtant rien de plus que ce qui avait été anticipé en année pleine lors de la communication à la rentrée 2023.

Du côté de l'emploi, si l'on peut apprécier positivement la création de **3 000 équivalents temps plein d'AESH**, ce sont 2500 suppressions de postes enseignants qui sont envisagées premier et second degré confondus.

Au lieu de profiter de la baisse démographique pour améliorer les taux d'encadrement, assurer les remplacements ou reconstituer les Rased, le ministère continue sa politique de suppression de postes tout en prétendant développer la scolarisation à deux ans ou continuer les dédoublements des Grandes sections en éducation prioritaire.

Au moment où le ministre lance un chantier sur l'attractivité pour faire face au manque de candidats aux concours enseignants, le budget et sa déclinaison apparaissent bien dérisoires.

Créations de postes, salaires, droit des personnels nécessitent pourtant un investissement majeur, condition essentielle pour un service public d'éducation à la hauteur des enjeux.

Malgré tous les efforts du ministre pour soigner sa communication, il est bien loin du compte avec ce budget et ne répondra pas aux moyens urgents dont l'école a besoin.

*Paris, le 29 septembre 2023*